

14^{ème} Colloque de l'Association de Comptabilité Nationale

6-8 juin 2012

Histoire économique et quantification longue

Jean-Charles Asselain

Les apports de l'histoire quantitative, depuis un demi-siècle, ont marqué le franchissement d'un seuil décisif pour l'histoire économique.

On oserait à peine rappeler cette évidence si les premiers travaux des économistes historiens, dans les années 1960, n'avaient reçu de la part de leurs collègues historiens un accueil plus que réservé. Ainsi Pierre Chaunu, dans son article de 1964 « *Histoire quantitative ou histoire sérielle* »¹, sans contester l'importance des travaux en cours, ne cachait pas son appréhension devant une telle mainmise de la part des économistes, accusés de méconnaître l'apport des historiens (où ils ne voient qu'« une histoire anecdotique à prétention statistique ») et de vouloir « inconsciemment démanteler l'histoire en se l'annexant, en la réduisant à une série de techniques régressives ». Et Chaunu lui-même, tout en préconisant une coexistence entre les deux disciplines (« L'historien ne gagne pas forcément à singer l'économiste, et l'économiste à s'improviser historien »), n'hésitait pas à minimiser par avance la portée des résultats attendus : « La nouvelle histoire quantitative s'attaque au trend, mieux à d'interminables tracés linéaires de croissance qui doivent beaucoup à l'illusion d'un matériel inadéquat »².

Ce débat, on y reviendra, est loin d'être clos aujourd'hui, bien que la formulation et les enjeux aient évolué. Soutenir une position radicalement opposée à celle de Chaunu (comme je le ferai ici) ne doit pas empêcher de dégager, en accord avec lui, deux points essentiels : il existe, entre *histoire sérielle* et *histoire quantitative*, une distinction claire et nette ; et le problème de la mesure de la croissance se pose en termes radicalement différents selon les siècles ou les sociétés envisagées.

L'histoire sérielle, définie de façon très large par Chaunu comme « une histoire qui s'intéresse moins au fait individuel qu'à l'élément répété, partant intégrable dans une série homogène »³, a été illustrée en France principalement par les travaux d'Ernest Labrousse sur les séries de prix du XVIII^e siècle, avec l'ambition explicite d'en tirer une interprétation globale des cycles longs et courts. Sur la base d'ailleurs d'une grille de lecture étrangement

¹ Repris dans *Histoire quantitative, histoire sérielle*, Armand Colin, 1978.

² Par opposition à une histoire statistique traditionnelle, « soucieuse de mesurer passionnément [*sic*] les fluctuations des économies anciennes » (« Dynamique conjoncturelle et histoire sérielle », repris dans *Histoire quantitative, histoire sérielle, op. cit.*). On notera au passage le contraste avec le style plus sobre des prises de position récentes....

³ « <Dynamique conjoncturelle et histoire sérielle >, in *Histoire quantitative, histoire sérielle, op. cit.*

pessimiste, puisque la baisse des prix ou même leur stabilité sont considérés comme synonymes pour Labrousse d'atonie, de marasme, de déclin, tandis que la hausse des prix correspond à une pression de la demande insatisfaite, autrement dit à un déficit de l'offre et à un appauvrissement du plus grand nombre : ce qui tend à écartier implicitement *ab initio* toute perspective de progression du revenu par tête ! L'histoire sérielle fait place aussi, il est vrai, à une gamme très diverse, pour ne pas dire hétéroclite, de séries statistiques, au gré des sources que les recherches de l'historien ont pu mettre au jour, quelle que soit leur portée, régionale ou locale le plus souvent.

L'histoire quantitative (au sens que nous donnerons à ce terme, à la suite de Kuznets, de Marzewski et de Toutain) a pour objet, au contraire, de construire un ensemble cohérent d'estimations dans le cadre de la comptabilité nationale. Le *revenu national* (ainsi désigné, de préférence à telle ou telle de ses spécifications comptables : PIB, PNB, RNN...) apparaît alors non pas comme un indicateur parmi d'autres, mais comme le concept central de l'histoire quantitative, en raison de sa quadruple signification – somme des valeurs des biens finals produits, somme des contributions sectorielles en termes de valeur ajoutée, somme des revenus primaires issus de l'activité productive, somme des composantes de la demande finale – et se prête ainsi à des recoupements multiples en vue d'apprécier la marge d'incertitude des évaluations. Exprimé en valeur réelle, dans une approche globale, le revenu national peut être considéré comme l'expression de la puissance économique (ou du moins comme *proxy*) ; au niveau unitaire, il intervient dans les comparaisons de productivité (produit par actif) et de niveau de vie (revenu par tête ou par unité de consommation). Le signe, positif ou négatif, de variation du revenu national permet d'éviter la confusion fréquente (dont témoigne le vocabulaire courant : croissance en berne, baisse de la croissance, ou encore l'usage très lâche du terme « crise ») entre un recul absolu de la production et une simple baisse du taux de croissance, et constitue l'indicateur macro-économique primordial pour comparer objectivement l'intensité des crises économiques dans le temps et dans l'espace. Mais la référence au revenu national intervient également, à différents niveaux d'analyse, lorsqu'il s'agit de dégager les évolutions structurelles.

Autrement dit, il s'agit bien de la variable clef à l'égard des questions majeures auxquelles doit répondre l'histoire économique : caractérisation des phases de la croissance, comparaison internationale des performances économiques, analyse des mutations structurelles qui conditionnent le dynamisme de la croissance et ses effets – notamment en termes d'inégalités – sur les populations concernées. Enfin, le reproche d'anachronisme (a-t-on le droit de projeter ainsi sur les siècles passés le cadre conceptuel des comptabilités

nationales apparues au milieu du XX^e siècle ?) doit être écarté, puisque le concept de revenu national apparaît sous une forme étonnamment moderne dès la fin du XVII^e siècle en Angleterre (Gregory King), voire plus tôt encore : le calcul rétrospectif ne soulève donc pas d'objection de principe, dès lors qu'il existe une économie nationale où une part significative de la production fait l'objet d'évaluations monétaires.

Est-ce bien cependant le cas de toutes les sociétés anciennes ? L'obstacle du manque de données chiffrées est-il surmontable ? Et si tel est bien le cas, pourquoi l'histoire quantitative (au sens que nous donnons à ce terme) tient-elle aujourd'hui si peu de place dans les travaux des historiens français ? Nous essaierons de répondre à ces questions en distinguant quatre grandes phases. D'abord, à titre de « modèle », la période contemporaine où la recherche historique peut s'appuyer en France sur un ensemble incomparable de séries longues, remontant pour la plupart à 1949. Puis nous remonterons à la période qui s'étend de la Restauration (1815) à la Seconde Guerre mondiale – la période qui a focalisé l'essentiel des travaux d'histoire quantitative et aussi l'essentiel des controverses – en insistant sur les divergences qui subsistent. Ensuite, nous tenterons une plongée vertigineuse dans le passé, à travers les estimations les plus audacieuses d'Angus Maddison pour l'an 1 de notre ère (!), à titre d'anti-modèle. Et enfin nous reviendrons à la période que l'on peut considérer comme le « front pionnier » de l'histoire statistique, la transition du XVIII^e siècle vers l'économie contemporaine – en laissant à Anne Harrison l'exploration d'une fascinante comptabilité nationale médiévale.

1949-2012- ... : les séries longues de la comptabilité nationale française

Dès la mise en place de la comptabilité nationale, les séries macro-économiques ont constitué un point d'appui essentiel pour l'analyse rétrospective comme pour l'analyse prospective. Mais un système de comptabilité nationale définitivement figé est inconcevable, comme en témoignent les changements de base successifs intervenus depuis 1956, à intervalles rapprochés durant la période récente (1995, 2000, 2005) : « Changer de base, c'est remettre périodiquement en cause les concepts, nomenclatures et méthodes qui fondent la comptabilité nationale, afin qu'elle continue de refléter au mieux la réalité économique »⁴. La question qui se pose alors est celle de la continuité des séries existantes, indispensable à toute analyse historique cohérente. Il s'agit là, à vrai dire, d'un dilemme que l'on retrouve à propos de bien d'autres indicateurs statistiques⁵ : faut-il renoncer à améliorer des indicateurs toujours

⁴ INSEE, *Les comptes nationaux passent à la base 2005*, mai 2011.

⁵ C'est le cas par exemple pour les indicateurs de résultat introduits depuis quelques années dans le cadre de l'application de la LOLF (*Loi d'orientation des lois de finances*) pour le suivi des « performances » des

imparfaits (et se contenter d'indicateurs dont la définition fixée *ne varietur* risque de devenir de plus en plus inadéquate) ? faut-il au contraire sacrifier la continuité des séries, au grand dam des historiens (et subsidiairement des autres utilisateurs, lorsque des modifications incessantes aboutissent à empêcher toute comparaison significative, même entre des années voisines) ? Mais en l'occurrence, fort heureusement, ce risque est écarté grâce à la pratique actuelle de l'INSEE (associée à la méthode des indices-chaînes), consistant à *recalculer dans la nouvelle base l'ensemble des séries existantes, y compris les séries longues* remontant à 1949.

Le document publié par l'INSEE⁶ à l'occasion du passage à la base 2005 présente avec une clarté exemplaire :

- les justifications du dernier changement de base : exigences d'harmonisation internationale, améliorations dans la mesure des échanges extérieurs, nouvelles méthodes d'estimation des activités dissimulées ;
- les modifications très significatives qui en résultent pour l'année 2008 sur certains postes, notamment certaines composantes du solde extérieur (le solde des opérations de répartition avec le reste du monde se trouve même inversé !) : estimation du *besoin de financement de la nation* réduite d'un tiers (-1,9% du PIB de 2008, et non plus -2,7%), résultat des sociétés financières revu à la baisse pour 2008 (-13,2%) mais quasi inchangé pour 2007, PIB 2008 également revu en baisse (-0,8% par rapport à l'évaluation en base 2000) ;
- mais aussi, *last but not least*, une réestimation complète des séries longues rétopolées depuis 1949, avec une comparaison systématique des valeurs en base 2005 et en base 2000.

Le résultat de ce dernier exercice est particulièrement précieux ; l'amplitude des variations permet d'apprécier (indirectement) la marge d'incertitude des données disponibles⁷. On se gardera par exemple de conclure que la récession de 1975 a été « plus intense » ou « moins intense » – en termes de recul du PIB – que celle de 1993, tant l'écart devient insignifiant dans les séries de base récente⁸ ; en revanche, la récession de 2008-2009 apparaît significativement plus forte, quelle que soit la base retenue. Dans l'ensemble, le résultat des comparaisons peut être tenu pour « rassurant », puisque les séries longues sont globalement peu modifiées, à tel point que les courbes d'évolution à long terme en base 2000 et en base

administrations publiques. Ces indicateurs, dans le cas de la Justice entre autres, ont fait l'objet de révisions et ajustements si fréquents que tout suivi régulier en devient impossible.

⁶ Document cité n. 4 ci-dessus.

⁷ « La révision des évaluations lors des changements de base – on admet que celles-ci s'améliorent avec le temps – permet de donner après coup une estimation *a minima* de la fiabilité des mesures antérieures » (André Vanoli, *Une histoire de la comptabilité nationale*, Repères, 2002).

⁸ -1% pour le PIB de 1975 en base 2005, alors que l'estimation en base 1971 indiquait une quasi-stabilité.

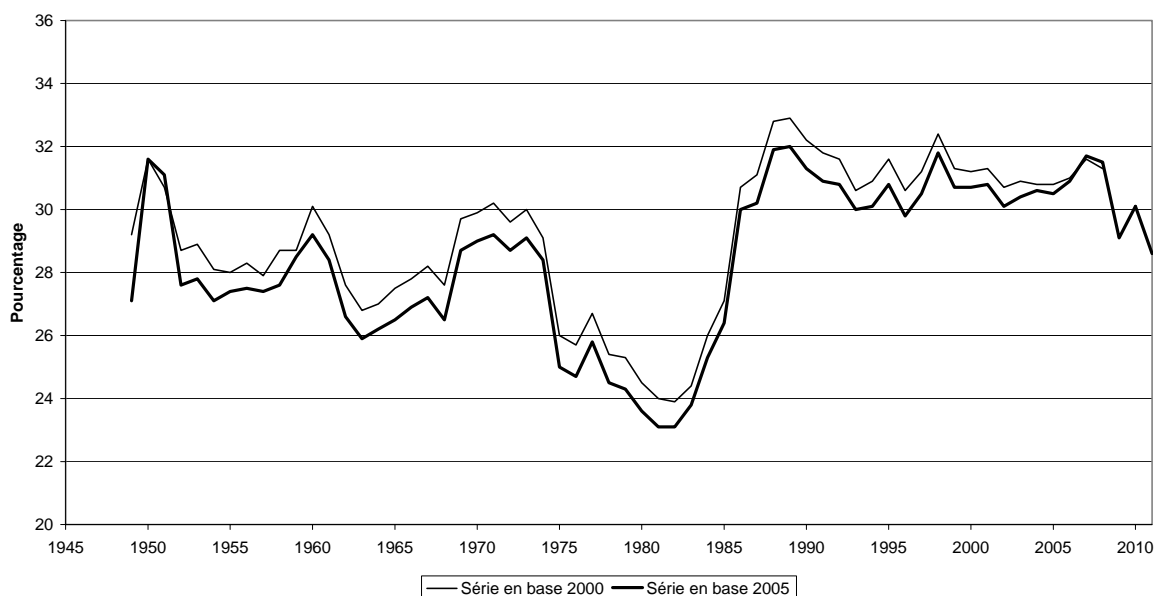
2005 sont souvent indiscernables. La mesure de la croissance en volume du PIB entre 1950 et 1974 (+5,3% en taux moyen annuel) comme entre 1974 et 2009 (+2,0%) reste quasi inchangée, avec une incidence du changement de base inférieure à 0,05%, ce qui ne laisse aucun doute sur la réalité et l'ampleur du changement de rythme.

L'historien de l'économie dispose donc, pour la période remontant à la Seconde Guerre mondiale dans le cas de la France (en est-il de même pour le reste de l'Europe ? certainement non, au moins dans le cas des pays de l'ex-bloc soviétique) d'une base solide. Le bilan économique d'une période déterminée – comme le septennat de Giscard d'Estaing ou les « années Mitterrand », qui ont fait l'objet de récents colloques de Sciences Po – pourra donc être caractérisé dans ses principales dimensions (dynamisme de la croissance, mutations structurelles, inégalités) à partir des séries de la comptabilité nationale, permettant ainsi d'aborder sur des bases objectives les questions qui préoccupent réellement les uns et les autres : analyse des processus de décision pour les historiens⁹, déterminants de la croissance et mécanismes de déséquilibre pour les économistes. Plus directement encore, les séries longues peuvent être mises à contribution pour dégager les tendances d'évolution dominantes dans le long terme depuis la fin des années 1940.

On a retenu ici à titre d'illustration, en rapport avec le thème des inégalités qui doit nous retenir ce matin, le partage du revenu national entre rémunération des salariés et profits bruts (Excédent brut d'exploitation) de 1949 à 2011. Le graphique 1 porte sur le secteur des sociétés non financières, dont la part au sein du PIB (en termes de valeur ajoutée), d'abord croissante, se stabilise à partir des années 1970, à un peu plus de la moitié (53% en 1973, 56% en 2010).

⁹ Le « réflexe » de se tourner d'abord vers les données de comptabilité nationale pour établir un constat global des résultats obtenus est encore peu répandu chez les historiens, soit qu'ils préfèrent en laisser la responsabilité à leurs collègues économistes, soit qu'ils considèrent (à tort) les conclusions comme connues d'avance.

Graphique 1: Evolution de la part des profits (Excédent Brut d'Exploitation) dans la Valeur ajoutée des Sociétés non financières, 1949-2011: Comparaison entre les séries de Comptabilité nationale base 2000 et 2005



On remarque immédiatement la proximité des deux courbes, ce qui n'a rien d'inattendu, mais paraît de bon augure quant à la robustesse des conclusions, comme le confirment d'ailleurs divers recoupements¹⁰. Au-delà des variations conjoncturelles, deux phases d'ample déplacement du partage salaires / profits se détachent clairement : forte diminution de la part de l'EBE entre 1973 et 1981, relèvement au-delà du niveau initial entre 1982 et 1988. Plutôt que d'insister sur l'évident paradoxe (la part du travail augmente sous la droite, le retournement à la baisse est largement amorcé sous la gauche), on reconnaîtra à ce graphique l'intérêt de suggérer diverses interrogations. Interrogations ponctuelles sur les deux années charnières du point de vue politique : 1981 (point de retournement) et 1986 (recul maximal de la part du travail), justifiant un recours aux comptes trimestriels pour préciser l'évolution sous les gouvernements successifs. Mais surtout interrogations fondamentales sur l'emprise respective des choix politiques et des tendances mondiales, ou encore sur la relation entre le partage salaires / profits et d'autres dimensions non moins décisives de l'inégalité des revenus.

Il est clair que, si des questions analogues se posent pour des phases antérieures de l'histoire économique, elles devront être abordées sur des bases statistiques bien plus fragiles.

¹⁰ Une autre série longue étendant l'analyse à l'ensemble des entreprises (englobant par conséquent les entreprises individuelles et les revenus mixtes afférents) autorise des conclusions très semblables quant à l'évolution de la part du travail. On sait d'autre part que le *salairé réel moyen* a connu une succession exceptionnelle de trois ans de recul absolu en 1983, 1984 et 1985.

De 1820 à la Seconde Guerre mondiale : estimations concurrentes, estimations divergentes

Les travaux d'histoire quantitative de l'économie française se sont largement focalisés sur cette période intermédiaire entre l'ère pré-statistique et l'avènement des comptabilités nationales. Ils ont abouti à la reconstitution de séries historiques continues, remontant au début du XIX^e siècle (Jean-Claude Toutain, « Le produit intérieur brut de la France, 1789-1982 », *Cahiers de l'ISMÉA*, série AF 15, 1987). L'élaboration de cette comptabilité nationale rétrospective se fonde sur le principe d'une application aussi rigoureuse et cohérente que possible des approches et concepts contemporains¹¹ aux évolutions économiques du passé. Le suivi de l'agrégat fondamental, le PIB¹², apparaît sinon comme le « but ultime »¹³, du moins comme un préalable essentiel pour caractériser les dynamiques de croissance propres à chaque période historique (conditions structurelles, alternances cycliques et occurrence des crises...), en les replaçant dans une perspective de long terme.

On choisira de présenter ici, à titre d'illustration, l'évolution séculaire du *taux d'ouverture de l'économie française*, défini comme le poids relatif du commerce extérieur en proportion du PIB¹⁴.

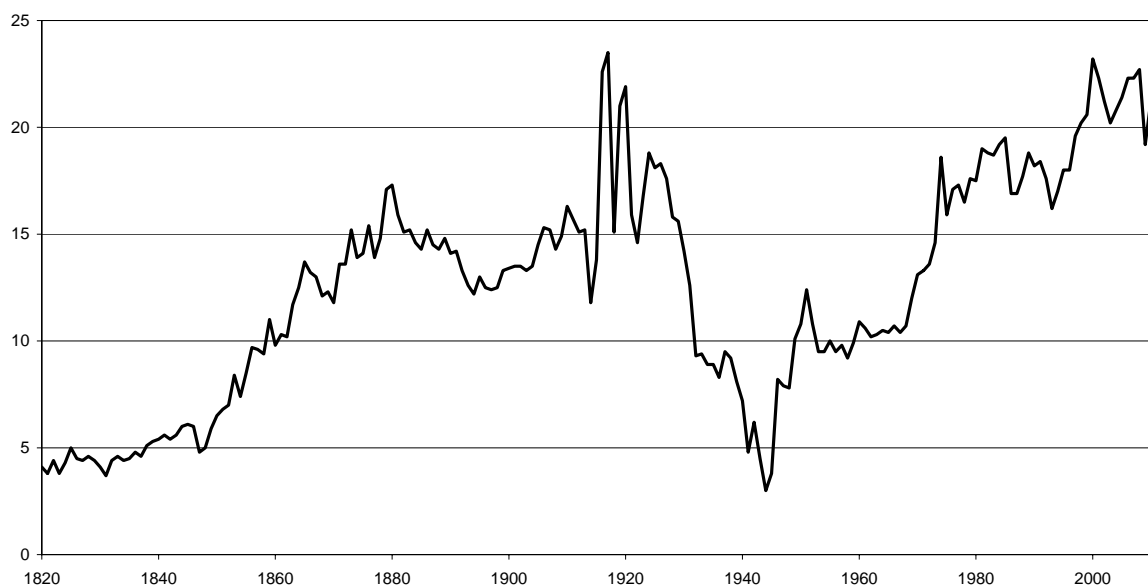
¹¹ « Nous cherchons à étudier les évolutions macro-économiques non pas de la manière dont le débat a été posé à l'époque, mais à la lumière des connaissances actuelles. » (Pierre Villa, *Une analyse macro-économique de la France au XX^e siècle*, Introduction, Paris, CNRS Editions, 1993).

¹² *Le PIB*, Produit intérieur brut, plutôt que *la PIB Production* intérieure brute (excluant notamment le « produit » des administrations), puisque c'est le PIB qui s'est imposé aujourd'hui comme concept central, depuis l'entrée en vigueur de la base 1971 (Cf. la contribution de Jacques Bournay et Johara Khelif, *Les séries longues des comptes nationaux*).

¹³ « Le but ultime des séries de comptabilité nationale est d'une certaine manière le calcul de la PIB » (Pierre Villa, *op. cit.*, chap. 1).

¹⁴ Plus précisément, il s'agit du rapport entre la demi-somme des exportations et importations de marchandises au PIB, en valeur courante. Source : J-Ch. Asselain et B. Blancheton, « Dynamique de l'ouverture internationale. Paradoxes, enjeux, éléments d'interprétation à partir du cas de la France », *Économies et Sociétés*, AF 32, 2005, p. 86-87), sur la base de la série révisée du PIB établie par J.-C. Toutain (« Le produit intérieur brut de la France, 1789-1990 », *Économies et Sociétés*, n° 11/1997) et des statistiques historiques du commerce extérieur, reprises dans les *Annuaire statistiques de la France* (notamment l'annuaire 1966, *Résumé rétrospectif*), complétées pour les années 1820-1826 d'après M. Lévy-Leboyer et F. Bourguignon, *L'économie française au XIX^e siècle*, Paris, Economica, 1985, et, pour la période récente, par les données de l'INSEE. L'indicateur synthétique présenté ici à titre d'exemple doit bien entendu être complété, pour toute analyse approfondie, par d'autres indicateurs spécifiques : taux d'exportation (X / PIB) et taux d'importation (M / PIB), sans ou avec inclusion des services, à prix courants ou à prix constants...

Graphique 2: Evolution à long terme du taux d'ouverture de l'économie française, 1820-2011 (demi-somme des exportations et des importations en % du PIB, valeur courante)



L'évolution à long terme qui ressort de ce graphique comporte plusieurs enseignements importants, et soulève différentes questions. Elle confirme bien la tendance dominante à une ouverture croissante de l'économie nationale, au XIX^e siècle comme au XX^e siècle, mais avec une forte dissymétrie entre la progression presque continue que l'on observe à travers la plus grande partie du XIX^e siècle et les évolutions beaucoup plus heurtées du XX^e siècle. Outre l'incidence opposée des deux guerres mondiales sur les échanges internationaux de la France¹⁵, on retiendra surtout qu'il est contestable d'englober sous un seul et même terme, *protectionnisme*, des réalités aussi différentes que le protectionnisme modéré et sélectif de la fin du XIX^e siècle – simple coup d'arrêt à l'expansion des échanges extérieurs, avant un rebond très net au seuil du XX^e siècle – et le protectionnisme à outrance des années 1930, correspondant à un effondrement durable sans précédent du commerce international. Cette mise en perspective de long terme peut aussi éclairer la difficulté que l'on éprouve à caractériser la période 1945-1973 : faut-il parler d'un redressement au sein d'une économie nationale encore relativement fermée ? ou, au contraire, mettre l'accent sur le rôle d'impulsion exercé par les échanges extérieurs qui, partant d'un niveau initial très bas, se rapprochent par étapes du maximum atteint au terme de la « première mondialisation » ? Le

¹⁵ Le graphique 2 fait ressortir très visiblement le contraste entre les années 1915-1919, où le soutien que la France en guerre reçoit de ses alliés et partenaires se traduit par une montée en flèche du taux d'importation (qui atteint son maximum historique vers la fin de la guerre, suivi peu après d'une reprise des exportations), et les années noires 1940-1944, où l'économie française est quasiment coupée de l'extérieur, tout en subissant de lourds prélèvements allemands.

passage d'une analyse à prix courants à une analyse à prix constants fait d'ailleurs apparaître une tendance systématique à une *croissance bien plus forte en volume pour les échanges extérieurs que pour le PIB*¹⁶, tendance partiellement compensée (ou masquée) par la *baisse du prix relatif des biens échangés* sous la pression de la concurrence internationale. Ce qui conduit à poser une question cruciale pour caractériser la dynamique de croissance propre à chaque phase : comment et à quelles conditions cette pression concurrentielle a-t-elle agi comme force d'impulsion ou, au contraire, comme facteur de perturbation à travers ses effets sectoriels ? Et bien d'autres interrogations – relatives à la structure des échanges, au rôle des échanges de services ou des mouvements de capitaux – viendraient se greffer sur le constat global que nous venons d'esquisser...

Mais la validité d'une telle analyse est clairement subordonnée à une question préalable : quelle robustesse peut-on attribuer à l'estimation du PIB et du coefficient d'ouverture, et quel degré de précision ? la série historique reconstituée est-elle suffisamment fiable pour déceler avec certitude les points d'inflexion, et pour en déduire une périodisation significative des régimes de croissance ?

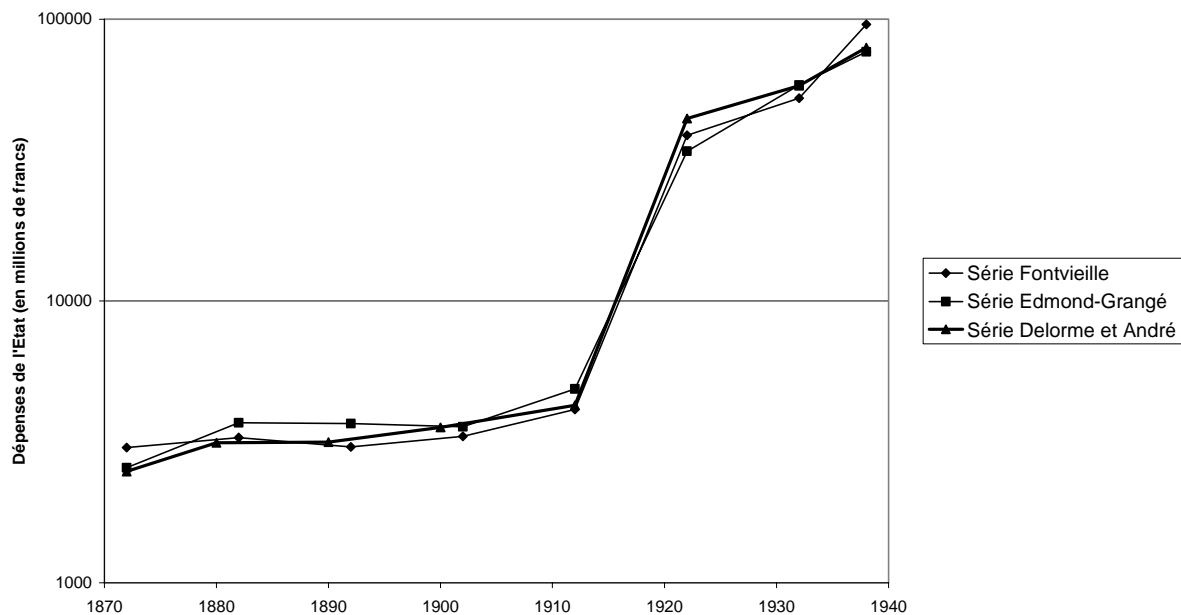
À cet égard, le graphique de synthèse présenté par J. Bournay et J. Khélif dans leur contribution au présent colloque, « Évolution du (ou de la) PIB en valeur, 1815-2011 », apporte un élément de réponse pertinent et, *a priori*, tout à fait rassurant – puisque, pour toutes les périodes où il existe différentes estimations alternatives de la croissance du PIB, les courbes représentatives sont remarquablement proches, et même quasiment indiscernables. Le profil global de cette évolution bi-séculaire peut donc être considéré comme bien établi. Toutefois, il faut prendre garde que cette approche de très long terme implique la prise en compte d'une croissance à proprement parler vertigineuse du PIB (de l'ordre de 1 à 10000 en valeur nominale sur l'ensemble de la période !), largement gonflée d'ailleurs par les grandes inflations du XX^e siècle ; et le choix inévitable d'une échelle (verticale) logarithmique a pour effet direct de réduire visuellement à des proportions minimales des écarts nullement négligeables quant à l'interprétation de chaque période historique.

On choisira pour illustrer ce point précis l'exemple d'un rapprochement entre deux représentations d'une même évolution : celle des dépenses de l'État en France aux XIX^e – XX^e siècles. Retracer l'évolution du montant (en valeur nominale) des dépenses de l'État semblerait à première vue, grâce à la source exceptionnelle que constituent les documents

¹⁶ Autrement dit, la progression du taux d'ouverture tend à être systématiquement plus forte lorsqu'elle est mesurée *en volume* (quel que soit le choix de l'année de base) que lorsqu'elle est mesurée *en valeur courante* (comme c'est le cas pour notre graphique).

budgétaires, une tâche relativement aisée, du moins par comparaison avec le suivi des dépenses (bien plus dispersées) des collectivités locales et *a fortiori* avec la mesure de l'activité des secteurs productifs. On dispose cependant de plusieurs estimations indépendantes par différents chercheurs¹⁷, et leur confrontation pose problème.

**Graphique 3 a : Dépenses de l'Etat
Estimations comparées à long terme (1872-1938)**



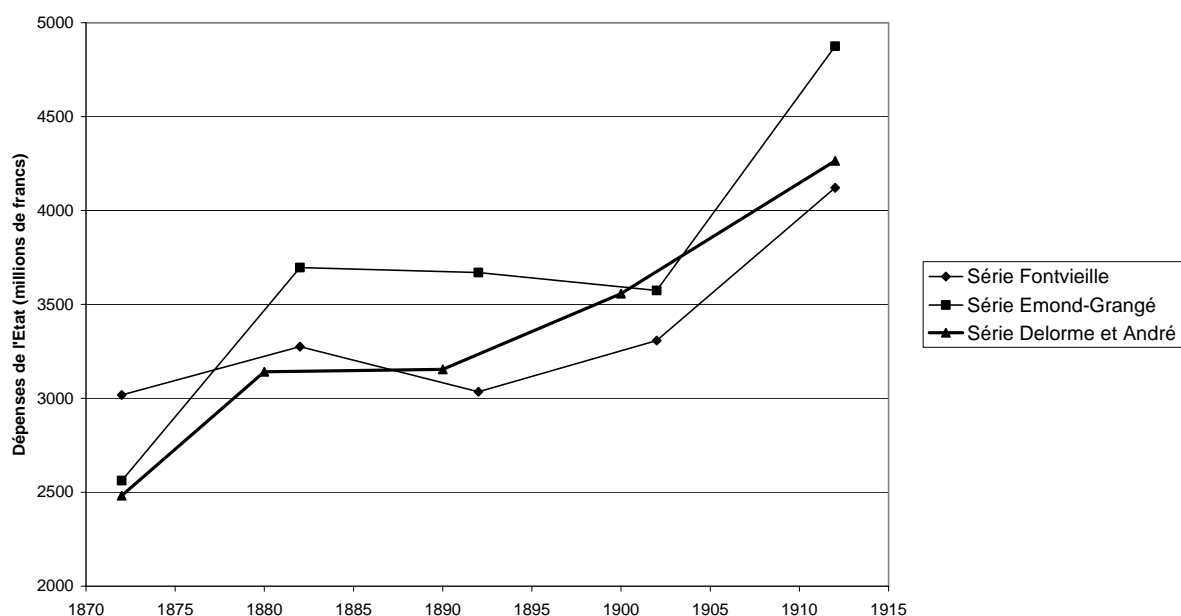
Le rapprochement entre les différentes évaluations supporte bien, il est vrai, un premier test de concordance (graphique 3a ci-dessus¹⁸) : le profil séculaire de progression des dépenses publiques apparaît en effet très semblable selon les trois sources, dans la mesure où la croissance explosive des années de guerre et d'immédiat après-guerre (en valeur réelle, et *a fortiori* en valeur nominale, compte tenu de l'inflation) surclasse les variations antérieures et semble les réduire à des proportions minimales. Mais cette concordance s'avère largement illusoire, ou du moins de portée limitée, puisqu'elle ne résiste pas à une analyse plus serrée des variations à moyen terme entre les années 1870 et la guerre de 1914 (graphique 3b ci-dessous ; on notera le passage d'une échelle verticale logarithmique à une échelle arithmétique). Les écarts apparaissent cette fois considérables, en valeur relative (de l'ordre d'un quart entre l'évaluation la plus haute et l'évaluation la plus basse pour les années 1890)

¹⁷ J. Edmond-Grangé, *Le budget fonctionnel en France*, Paris, LGDJ, 1963. L. Fontvieille, « Évolution et croissance de l'État français de 1815 à 1969 », *Économies et Sociétés*, 1976, n° 9-10. R. Delorme et C. André, *L'État et l'économie. Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France, 1870-1980*, Paris, Le Seuil, 1983.

¹⁸ Les graphiques 3a et 3b proviennent du chapitre « Les pièges de l'analyse budgétaire », chapitre 2 de notre ouvrage *L'argent de la Justice. Le budget de la Justice en France de la Restauration au seuil du XXI^e siècle*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009.

comme en valeur absolue (environ 700 millions de francs). Plus surprenant encore : le repérage des points d'inflexion (accélération ou freinage), le sens même de l'évolution au cours de certaines phases (croissance, stabilité ou recul des années 1880 aux années 1890 ?) diffèrent selon les auteurs. L'enjeu est loin d'être négligeable du point de vue de l'interprétation historique – à l'égard notamment de la thèse qui insiste sur le soutien de l'activité (et de la rentabilité) par un surcroît de dépenses de l'État capitaliste face à une dépression durable¹⁹. Face à de tels écarts, il est permis de conclure que toute prétention à avancer une évaluation des dépenses de l'État au millier, ou même au million de francs près relève d'une précision apparente totalement illusoire, et que l'analyse historique peut et doit se contenter d'ordres de grandeur raisonnables. Mais il est clair aussi qu'il incombe à l'historien de se focaliser sur les divergences majeures, pour en identifier l'origine (erreur de l'un des auteurs ou lacune des sources auxquelles il se réfère ? délimitation différente du champ des dépenses publiques ? choix d'hypothèses divergentes pour suppléer à des données manquantes ? ou toute autre différence de méthode...), résorber dans toute la mesure du possible l'amplitude des écarts ou du moins choisir en connaissance de cause la série statistique la plus adaptée aux besoins de son analyse.

**Graphique 3 b : Dépenses de l'Etat
Estimations comparées à moyen terme (1872-1912)**



¹⁹ De façon assez imprévue, on remarque que la série Delorme-André est plus favorable à cette thèse défendue par Louis Fontvieille que ses propres chiffres ! Ce qui tend fort heureusement à écarter tout « soupçon » d'avoir biaisé les estimations en faveur d'une thèse préétablie...

En tout état de cause, apprécier correctement les marges d'incertitude constitue un préalable à toute analyse historique sur la base des séries reconstituées. Les travaux de Pierre Villa²⁰ sur le XX^e siècle (et notamment sur la période 1920-1938, à partir de données élaborées par L.-A. Vincent pour l'année de base 1938) sont à cet égard d'un intérêt exceptionnel, car l'auteur présente explicitement les éléments nécessaires à une confrontation des résultats obtenus selon différentes approches. Pierre Villa calcule en effet l'agrégat fondamental – en l'occurrence la PIB – selon trois approches distinctes :

- comme une somme de valeurs ajoutées, à partir des données détaillées sur la production des branches (« PIB production »);
- comme la somme des composantes de la demande intérieure et extérieure nette de biens et services (« PIB demande ») ;
- comme la somme des revenus des agents productifs résidents (« PIB revenus »).

Il est clair que, par définition, sur la base de définitions cohérentes et de données exhaustives, les trois évaluations *doivent* (ou devraient...) coïncider ; et en particulier, comme le précise P. Villa, la troisième série (PIB revenus) « a l'avantage d'être construite à l'aide de données primaires totalement indépendantes des sources qui ont servi à la construction des deux autres séries de PIB », ce qui permet de confronter les résultats « pour juger de la précision des calculs et de leur dépendance à l'égard des sources »²¹.

Le résultat de ce test de concordance est satisfaisant pour 1938 (en valeur courante, la PIB française s'élève en 1938 à 395,8 gigafrancs selon l'approche Production, 388,5 selon l'approche Demande, 396,5 selon l'approche Revenus, soit un écart relatif de moins de 2,5% entre les valeurs extrêmes). Mais, comme on pouvait le craindre, les écarts se creusent fortement lorsqu'on s'éloigne de l'année de base. En valeur courante, pour l'année 1920, l'écart entre la valeur la plus faible et la valeur la plus forte (respectivement, la PIB demande et la PIB revenus, comme en 1938 – mais les positions relatives se sont parfois inversées en cours de période) atteint environ 15%²². En volume (graphique 4 ci-dessous), le recul de la PIB entre 1929 et 1938 est de l'ordre de 20% selon la série Production, de 15% selon la série

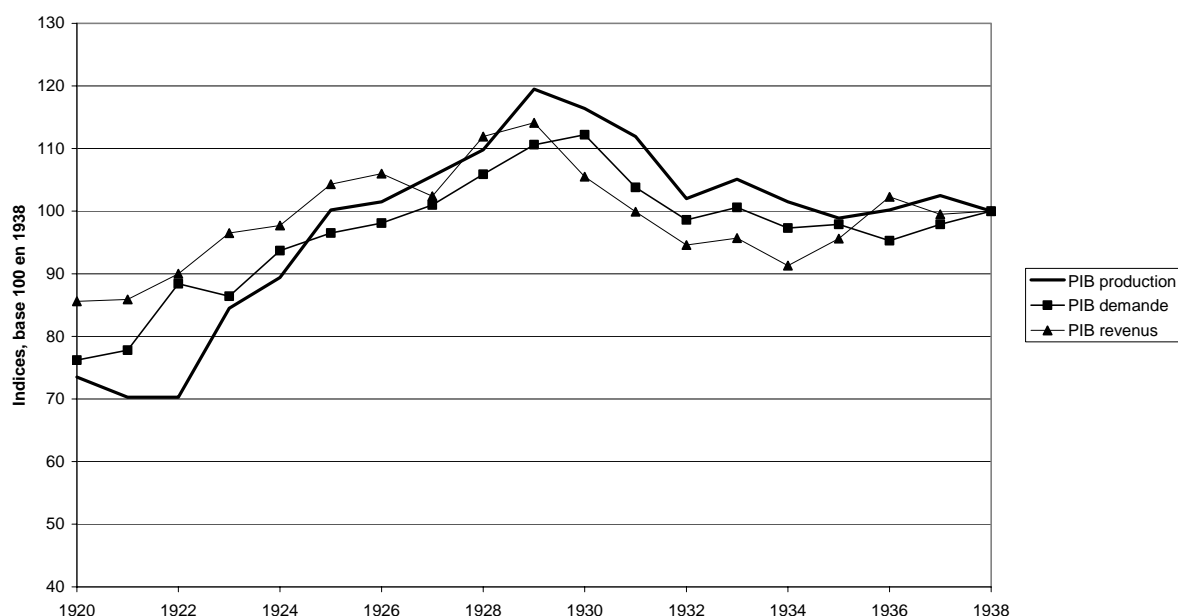
²⁰ *Une analyse macro-économique de la France au XX^e siècle* (1993), cité ci-dessus note 11. *Un siècle de données macro-économiques*, INSEE Résultats, Économie générale, n° 86-87, avril 1994.

²¹ *Une analyse macro-économique de la France au XX^e siècle*, *op. cit.*, seconde partie, chap. 1 : « Trois évaluations de la PIB sur longue période ». Le rapprochement entre les deux autres séries – PIB production et PIB demande – est moins significatif, du fait notamment du manque de données sur l'une des composantes de la demande, la variation des stocks ; de sorte que tout écart entre les deux séries peut s'interpréter soit comme une mesure indirecte de la formation de stocks (dans l'hypothèse où les deux séries seraient parfaitement cohérentes), soit comme un écart statistique révélateur de l'imperfection des données (cf. notes suivantes).

²² Une partie de l'écart correspond sans doute à la reconstitution des stocks (non prise en compte par la série PIB Demande), mais cette explication plausible (et « rassurante ») fonctionne mal dans d'autres cas, comme le reconnaît implicitement P. Villa.

Revenus, de 10% selon la série Demande²³. Sur l'ensemble de l'intervalle 1920-1938, la progression globale (en volume) s'étage entre 15% (PIB Revenus) et près de 30% (PIB production). Le suivi des variations annuelles fait apparaître des discordances encore plus troublantes²⁴. L'auteur, en l'absence d'explications évidentes²⁵, se refuse à arbitrer en « choisissant » l'une des séries contre les deux autres. Un effort d'investigation supplémentaire, compte tenu de l'importance des enjeux (datation précise des points de retournement, position de la France dans les comparaisons internationales à moyen et long terme...), aurait pourtant sans doute été justifié pour tenter d'élucider au moins les contradictions les plus sérieuses.

**Graphique 4 : Comparaison de différentes évaluations de la P I B, 1920-1938
(Indices en volume, base 100 en 1938)**



Il est clair que plus on s'éloigne du présent (l'ère des comptabilités nationales), plus les difficultés de reconstitution de séries historiques s'accroissent. Une coopération entre historiens et économistes apparaît alors comme une condition primordiale pour la collecte de données cohérentes et fiables. Dire qu'une telle coopération n'a pas réussi à se développer, du

²³ L'explication d'un tel écart par une reconstitution massive des stocks en 1938 paraît en l'occurrence tout à fait improbable.

²⁴ Exemples : en 1921, seule la série PIB Production présente le recul attendu, alors que les deux autres séries restent quasi stables ; en 1935, une baisse de la PIB Production coïncide avec un relèvement de la PIB Revenus, tandis que la PIB Demande serait stable.

²⁵ Interpréter l'écart entre la PIB Production et la PIB Demande (hors stocks) comme une mesure implicite de la variation des stocks semblerait *a priori* logique, mais cette explication « commode » s'avère tout à fait hasardeuse dans plusieurs cas précis. L'auteur ne s'engage lui-même que très prudemment dans cette direction (« Si cet écart statistique pouvait recevoir une interprétation économique, il pourrait signifier que.... »).

moins en France, serait un euphémisme. Après une phase de recherches concurrentes, aboutissant à des résultats importants (quoique souvent divergents, ce qui n'a rien d'inattendu), les historiens se sont très largement détournés des approches quantitatives macro-économiques. Et c'est encore le cas aujourd'hui.

Parler d'un rejet global de l'histoire quantitative par les historiens français serait certes exagéré. Emmanuel Le Roy Ladurie comme Pierre Chaunu, dans leur appréciation très critique des premiers travaux de Jean-Claude Toutain, prenaient bien soin de faire la distinction entre les séries statistiques portant sur le XIX^e siècle (reconnues comme un apport notable, bien que contestable à certains égards) et les estimations relatives au XVIII^e siècle, dont ils dénonçaient la fragilité et même le manque de tout fondement solide. Par ailleurs, les efforts de François Crouzet et de Maurice Lévy-Leboyer pour construire des séries alternatives de la production industrielle française, peu après les premières publications de Tihomir Markovitch, pouvaient s'interpréter comme le signe d'une émulation scientifique (à défaut de coopération) prometteuse de nouvelles avancées. Plus tard encore, au lendemain de la publication par M. Lévy-Leboyer et François Bourguignon de *L'économie française au XIX^e siècle* (Economica, 1985), Emmanuel Chadeau présentait un panorama des résultats obtenus²⁶, en évoquant à leur propos « une réussite rarement égalée à l'étranger. [...] Après les efforts de recherche d'une génération entière, il semble [que l'histoire quantitative] soit devenue une spécialité à part entière » ; et François Caron, dans sa préface au même ouvrage, créditaient plus précisément le projet de reconstitution historique des grands agrégats de comptabilité nationale d'avoir « jeté les bases d'un renouvellement complet de la vision de l'économie française au XIX^e siècle », tout en préconisant un rapprochement fructueux entre le point de vue respectif des historiens et des économistes.

Mais la retombée des années ultérieures n'en sera que plus brutale. Dès les années 1990, le pessimisme est de rigueur : « L'histoire quantitative ne fait plus recette. Le temps est loin où François Furet pouvait parler de son rôle dominant et de sa capacité à renouveler la recherche historique » (Jean-Yves Grenier²⁷), tandis que Gérard Béaur évoque « les désarrois du quantitativisme »²⁸. Dans le bilan d'ensemble que dresse un peu plus tard Dominique Barjot (« Où va l'histoire économique ? », *Historiens et géographes*, mai 2002), le jugement

²⁶ *L'économie nationale aux XIX^e et XX^e siècles*, Presses de l'École Normale Supérieure, 1988-1989.

²⁷ « L'histoire quantitative est-elle encore nécessaire ? », dans *Passés recomposés* (sous la dir. de J. Boutier et D. Julia), Éd. Autrement, 1995.

²⁸ « L'histoire de l'économie rurale à l'époque moderne ou les désarrois du quantitativisme », *Histoire et sociétés rurales*, 1^{er} semestre 1994.

paraît sans appel : « La macro-économie perd peu à peu de son intérêt pour les historiens »²⁹, et le « reflux du quantitatif » est présenté – apparemment sans état d’âme – comme un fait acquis. Désertion du champ d’étude, désaveu et constat d’échec à la fois. Un jugement d’autant plus malaisé à contester que les travaux récents dont on dénonce ainsi (implicitement) l’insignifiance ne sont même pas cités....

Simple retournement de la « mode » scientifique ? En partie, sans doute³⁰, et d’ailleurs les signes d’une désaffection envers l’histoire quantitative s’observent aussi jusqu’à un certain point hors de France³¹. Mais ces revirements de la « mode » historique ne sauraient occulter les problèmes spécifiques auxquels se trouve confrontée en France l’histoire macro-économique³². L’interprétation optimiste selon laquelle le dépérissement de l’histoire quantitative viendrait de ce qu’elle a atteint ses objectifs et rempli sa mission doit malheureusement être écartée, nous y reviendrons. En fait, les signes d’une véritable incompréhension entre historiens et économistes historiens s’observent dès l’apparente « phase montante » des années 1960-1980.

Car il est facile, avec le recul du temps, de déceler les premiers signes – les premiers « symptômes » – d’une *méconnaissance des véritables enjeux de l’histoire quantitative* :

- souvent, les données macro-économiques se trouvent concentrées dans un chapitre préliminaire, comme pour satisfaire à une exigence formelle, sans aucune incidence sur la définition précise des problématiques ; et d’ailleurs, il n’en sera plus question dans la suite de l’ouvrage ;
- la périodisation est définie sur la base de simples *a priori*, sans aucune confrontation avec les changements de rythme révélés par les données quantitatives ;
- les conclusions qualitatives sur les dynamiques de croissance ne sont pas étayées par les données quantitatives (souvent reléguées dans des annexes, dont on renonce à tirer parti), et même – plus souvent qu’on ne le croit – certaines conclusions majeures d’un auteur apparaissent *en contradiction avec ses propres chiffres* ;

²⁹ Le plus grave est sans doute que ce jugement péremptoire n’ait suscité aucune réponse, aucun débat

³⁰ D’éminents historiens économistes français avouent aujourd’hui, non sans humour ni provocation, que leur intérêt passé pour l’histoire quantitative relevait d’une mode scientifique !

³¹ Cf. le rapport d’Anne Harrison au présent congrès.

³² Nous reprenons ici certains éléments de notre contribution « Le projet français d’histoire quantitative : ambitions et résultats » (*Économies et Sociétés*, série Histoire économique quantitative, n° 4 / 2007), texte présenté à la Journée d’étude de l’Association Française des Historiens Économistes (École Normale Supérieure, 26 novembre 2006), centré sur les travaux de l’équipe d’Histoire économique quantitative (J. Marczewski, T. Markovitch, J.-C. Toutain, L. Fontvieille...) publiés à partir de 1961 dans les *Cahiers de l’ISÉA*, puis les *Cahiers de l’ISMÉA* et plus récemment la revue *Économies et Sociétés*.

- les recueils statistiques juxtaposent des séries de valeur et de portée très inégales (notre dernière section en donnera des exemples), sans aucune tentative de hiérarchisation ; la contribution capitale de Jean-Claude Toutain, « Le produit intérieur brut de la France, 1789-1982 » (*Cahiers de l'ISMÉA*, série AF 15, 1987), n'apparaît pas dans les tableaux comparatifs établis par Emmanuel Chadeau³³;
- des comparaisons indiscutablement pertinentes – comme la comparaison claire et précise des rythmes de croissance industrielle en France et en Angleterre jusqu'en 1850 par François Crouzet dans *l'Histoire de la France industrielle* – sont purement et simplement « oubliées » pour la seconde moitié du XIX^e siècle dans le même ouvrage ;
- l'omission étonnante, parmi les séries de *L'histoire économique de la France au XIX^e siècle*, d'évaluation du PIB en francs constants ou d'un indice de la croissance du PIB en volume semble dénier la signification primordiale de cet indicateur³⁴.

Tout ceci peut éclairer les réactions majoritaires des historiens, ou plutôt leur absence de réaction, face aux discordances qui sont immédiatement apparues entre les estimations « concurrentes » par exemple de la croissance industrielle de la France ou de l'évolution de la structure sectorielle de son PIB jusqu'en 1914. L'existence de telles divergences entre des estimations établies de façon indépendante par différents chercheurs travaillant selon leur propre méthodologie n'a rien de choquant en soi. Il devrait même en résulter une impulsion bénéfique pour la recherche, en favorisant une appréciation réaliste des marges d'incertitude et (surtout) en suscitant des efforts concertés pour élucider l'origine des écarts les plus marquants. Force est de reconnaître qu'il ne s'est rien produit de tel dans le cas de la France. Les historiens traditionnels se sont montrés enclins soit à privilégier les estimations de leurs collègues, crédités par hypothèse d'une meilleure maîtrise des sources primaires que les chercheurs économistes de formation, soit à présenter une simple juxtaposition des résultats obtenus, en minimisant la portée des divergences : que la production industrielle française ait progressé entre 1850 et 1913 à un taux annuel de 1,71% (selon Maurice Lévy-Leboyer) ou de 2,52% (selon Jean-Claude Toutain), après tout quelle importance, si le profil de croissance qui s'en dégage reste grossièrement le même ? Mais alors, à quoi bon l'histoire quantitative ? À quoi bon l'accumulation de tant de données chiffrées annuelles, avec leur prétention à un

³³ En raison sans doute de sa date de publication, alors que le Volume 1 de *l'Annuaire statistique de l'économie française aux XIX^e et XX^e siècles* avait déjà été remis à son éditeur. Mais l'importance du travail de J.-C. Toutain aurait justifié une remise en chantier de l'ouvrage.

³⁴ Le lecteur qui a jugé inutile ou trop pesant le rappel, dans l'introduction, de la signification fondamentale du Revenu national (ou PIB) trouvera peut-être ici la justification de notre insistance....

degré de précision proprement déraisonnable³⁵ ? Et comment alors ne pas approuver le « repli » ultérieur sur des approches qualitatives et monographiques plus éclairantes, plus variées, plus innovantes, et surtout moins arides ?

Le fait est pourtant qu'un écart de moitié dans l'évaluation du taux de croissance n'a rien d'anodin : il a même, en réalité, des implications drastiques – à travers ses effets cumulés à long terme – sur la position de l'économie française dans la hiérarchie des niveaux d'industrialisation. Identifier avec certitude les accélérations ou décélérations de la croissance est un préalable à toute périodisation significative, si on veut caractériser la dynamique de croissance propre à chaque phase historique ou juger de l'impact des choix politiques (ouverture internationale vs protectionnisme, par exemple). Arbitrer entre des estimations divergentes est une tâche difficile, mais pas nécessairement impossible, si on parvient à identifier l'origine des divergences. Il n'y a pas lieu d'exclure *a priori* ni la convergence vers une estimation en médiane, ni le choix d'une des séries de préférence à ses « concurrentes ». Le cas troublant où les divergences vont croissant au cours du temps mérite particulièrement de retenir l'attention, puisque l'on pourrait logiquement attendre l'inverse compte tenu de l'amélioration des bases statistiques à travers le XIX^e siècle.

Nous choisirons ici comme illustration la *contribution du secteur tertiaire au sein du PIB français* jusqu'en 1913, qui a fait l'objet d'estimations très largement discordantes de la part de Maurice Lévy-Leboyer (MLL, 1985) et de Jean-Claude Toutain (JCL, 1987). Cet exemple présente un double intérêt : celui de rechercher les origines du processus de

³⁵ La limitation du nombre de chiffres significatifs dans la présentation des résultats, pour éviter de donner une impression de précision illusoire, devrait s'imposer comme une norme reconnue par tous les adeptes de l'histoire quantitative.

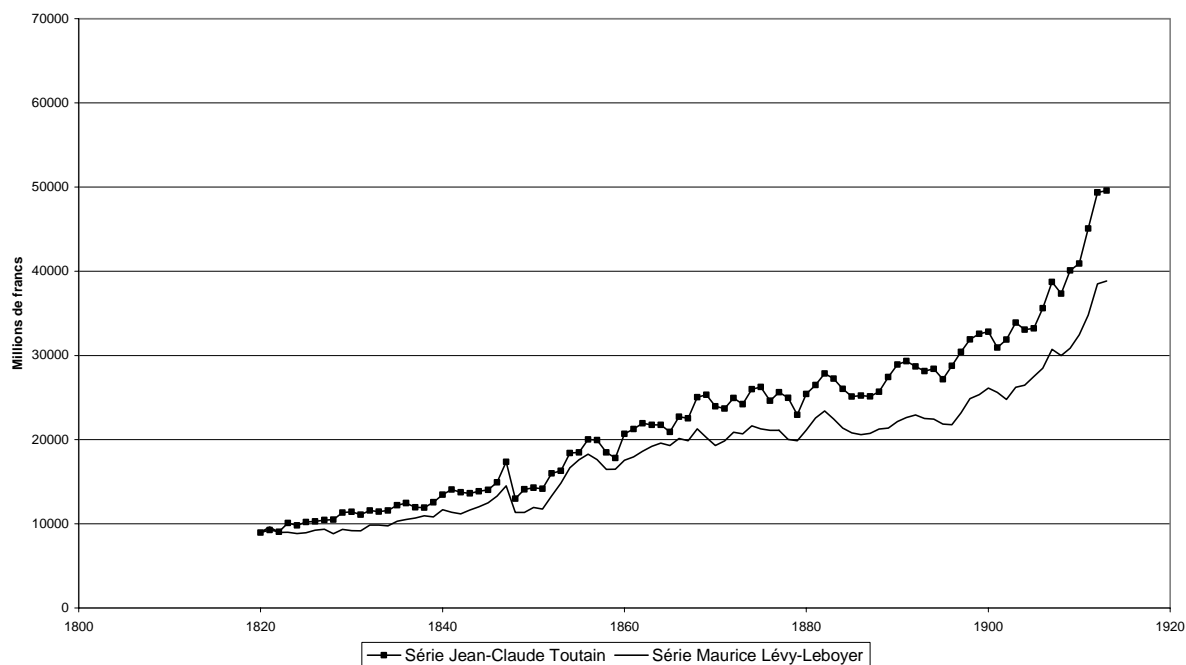
La prise en compte des marges d'incertitude, on l'a noté en première section, est systématiquement présente dans les travaux contemporains de comptabilité nationale. Les meilleurs historiens quantitativistes, tel Paul Bairoch, choisissent spontanément un niveau raisonnable d'arrondi, suggérant par exemple un degré de précision relative de l'ordre de 1%. Au contraire, avancer une évaluation *au millier de francs près* du revenu national français au XIX^e – obtenue par sommation de chiffres bruts affectés d'une marge d'erreur très variable – équivaut à conférer implicitement au résultat une précision apparente de l'ordre du 1 / 10 000^e, totalement injustifiée et irréaliste, bien au-delà d'ailleurs des besoins de l'analyse.

Il s'agit pourtant d'une pratique fréquente dans les travaux historiques « traditionnels », inspirée sans doute par un respect excessif du document brut. Pour des raisons différentes, les calculs complexes des économistes-historiens, sur la base d'hypothèses plus ou moins arbitraires (cf. ci-dessous, section suivante), « produisent » souvent eux aussi des chiffres d'une précision abusive. Il est vrai qu'inversement, les chiffres très ronds, qui sont presque toujours « l'aveu » d'une estimation grossière, ne sont pas de meilleur aloi. Et, par ailleurs, le souci d'éviter des erreurs d'arrondi peut justifier la conservation d'un chiffre incertain au-delà du dernier chiffre significatif.

Quoi qu'il en soit, la présentation du résultat final doit satisfaire à l'exigence d'une prise en compte raisonnable des *marges d'incertitude*. Gonfler les tableaux statistiques d'une masse de chiffres dénués de toute signification ne se justifie en aucun cas. Loin de permettre des comparaisons précises, une telle pratique ne peut que submerger le lecteur en lui faisant perdre le sens des *ordres de grandeur*, qui seuls importent pour l'analyse historique.

tertiarisation qui s'affirmera comme tendance dominante tout au long du XX^e siècle, et celui de recouper les recherches récentes qui mettent l'accent sur le rôle des services (appréhendé en termes qualitatifs) dans le processus d'industrialisation dès le XIX^e siècle.

Graphique 5 : Evolution du produit du secteur tertiaire en France, 1820-1913



Les deux séries restent très proches pour 1860, mais paradoxalement s'écartent de plus en plus jusqu'à la fin du XIX^e siècle, au point que, pour 1910-1913, l'évaluation de JCT dépasse globalement de 61% celle de MLL (et l'écart atteint même 3 : 1 pour la contribution au PIB des administrations publiques, dont on aurait pu s'attendre à ce qu'elle soit relativement bien connue grâce aux documents budgétaires).

Faut-il alors se résigner à mettre sur le même plan les deux estimations, en refusant *a priori* (par scrupule scientifique ?) de trancher en faveur de l'une ou l'autre ? Mais l'importance de l'enjeu justifie bien, semble-t-il, une analyse précise.

En l'occurrence, la série proposée par JCT nous paraît devoir être retenue de préférence à celle de MLL, non bien sûr parce qu'elle est la plus récente, mais au nom des arguments suivants :

- Le champ couvert n'est pas le même, plus étendu dans le cas de la série JCT, alors que MLL indique clairement avoir renoncé à prendre en compte certaines composantes du secteur des services faute de données de base adéquates ;

- La série MLL comporte de curieuses anomalies en ce qui concerne la contribution de l'État au PIB, avec un recul inexplicable³⁶ de 812 millions de francs en 1908 à 695 millions en 1911 (-14,5 % *en valeur nominale*, et cela dans un contexte déjà fortement inflationniste);
- On peut s'interroger aussi sur la contradiction entre l'analyse de MLL, qui attribue à l'essor des services un rôle d'impulsion sur la croissance française des années 1860-1890, et ses propres chiffres qui ne créditent le secteur tertiaire que d'une progression très médiocre ; pourquoi ne pas choisir le diagnostic éclairé de l'historien, contre ses évaluations chiffrées dont il reconnaît lui-même le caractère incomplet ?
- La série JCT ne fait apparaître aucune surévaluation « choquante » de la contribution des services au PIB français. La part attribuée aux administrations vers 1913 (5%) est cohérente *a priori* avec la part des effectifs correspondants au sein de la population active (environ 6%). Les comparaisons internationales sur la part globale des services dans le PIB (en 1910) placent la France, de manière assez prévisible, en position intermédiaire entre la Grande Bretagne et l'Allemagne sur la base des chiffres de JCT, alors que les chiffres bien plus faibles de MLL mettraient la France en position d'*outlier* à l'égard du processus de tertiarisation.

Il va de soi qu'un jugement définitif exigerait une analyse plus approfondie, et ceci est vrai à plus forte raison pour d'autres cas de divergences plus complexes. Nous concluons néanmoins que le plus grand échec de l'histoire quantitative a été de *renoncer à élucider des divergences qui auraient été en grande partie surmontables* pour la période 1820-1938.

En est-il de même pour les phases antérieures de l'histoire économique ?

Plongeon dans le passé : cap sur l'an mil, cap sur l'an 1

Alors que l'histoire quantitative de l'économie française a très vite renoncé à ses prétentions sur le XVIII^e siècle, sous les critiques des historiens (fragilité des sources), avant de se trouver mise en cause dans son existence même, l'histoire quantitative mondiale a connu une trajectoire inverse, avec les travaux d'Angus Maddison dans le cadre du Centre de Développement de l'OCDE. L'objectif initial était déjà très large, puisqu'il s'agissait de montrer, sur la base des données disponibles pour les pays avancés, la possibilité de « comparaisons significatives dans le temps et dans l'espace pour une grande partie de

³⁶ En contradiction manifeste avec les trois estimations de l'évolution des dépenses publiques mentionnées au début de la présente section (note 17 et graphique 3b), qui s'accordent en l'occurrence pour faire état d'une forte croissance des dépenses publiques vers 1910, croissance tout à fait plausible d'ailleurs compte tenu du contexte inflationniste.

l'activité économique du monde occidental » (*Economic Growth in the West : Comparative Experience in Europe and North America*, 1964). Les recherches ultérieures, cependant, se caractérisent par un double élargissement, dans l'espace d'abord (*The World Economy in the 20th Century*, 1989), puis dans le temps et dans l'espace à la fois (*Monitoring the World Economy, 1820-1992*, 1995 ; *The World Economy. A Millennial Perspective*, 2001). On parlerait volontiers de « fuite en avant », s'il ne s'agissait plutôt en l'occurrence de régression : régression vers un passé lointain, jusqu'au seuil des temps historiques (au-delà de l'an mil, l'an 1 de notre ère) ; méthode d'estimation régressive, visant à déterminer les niveaux de revenu réel du passé à partir des données contemporaines et d'hypothèses plausibles sur les taux de croissance – toute la question étant bien entendu la validité de ces taux de croissance hypothétiques³⁷.

L'analyse de Maddison prend la forme d'un « récit » historique, émaillé de références diverses (institutionnelles entre autres), mais qui s'appuie essentiellement sur les données chiffrées (PIB en valeur réel, revenu par tête), présentées comme des certitudes : un socle de faits acquis. Maddison ne conteste pas cette évidence que « plus on remonte dans le temps, plus les éléments disponibles deviennent fragiles et plus augmente la part des inférences et des conjectures ». Mais il se dit convaincu qu'il s'agit là d'un exercice indispensable à l'avancement de la recherche, en soumettant les résultats aux discussions entre spécialistes – sous la condition que « les données quantitatives et les procédures d'approximation fassent l'objet d'une description assez transparente pour que le lecteur critique puisse rejeter une partie des résultats et adopter des hypothèses alternatives »³⁸. Fort bien ! La plupart des ouvrages de Maddison comportent effectivement de volumineux appendices consacrés aux sources. Mais le lecteur assez courageux pour affronter cette lecture plutôt indigeste (et volontairement disjointe du récit historique) risque fort d'être dérouté par le contenu de ces appendices, qui comportent essentiellement des références bibliographiques et des tableaux statistiques détaillés, *sans indication sur les options méthodologiques retenues par les différents auteurs* qui ont élaboré ces données à partir des sources primaires. De plus, les développements sont inversement proportionnels aux difficultés : nourris et détaillés quand il s'agit de périodes proches ou d'économies occidentales relativement bien connues, squelettiques dans tous les cas où la construction de chiffres pertinents à partir de données

³⁷ Il est clair arithmétiquement qu'une erreur même minime sur les taux de croissance aura des conséquences cumulatives d'autant plus sérieuses sur l'évaluation que l'on s'éloigne davantage de la base de référence contemporaine. D'où l'importance des recoupements transversaux, notamment dans les séries établies par Paul Bairoch. La place qui leur est dévolue dans les travaux de Maddison est bien moins évidente.

³⁸ *The World Economy. A Millennial Perspective*, OECD, 2001, p. 18.

déficientes pose les problèmes les plus sérieux. En de rares occasions seulement, Maddison fait état de l'existence de divergences (et même de divergences impressionnantes, par exemple en ce qui concerne la population de l'Amérique précolombienne) entre différentes estimations entre lesquelles il a fallu choisir ; mais il n'explique pas, ou seulement en termes très allusifs, les raisons de son choix³⁹. La problématique de l'application des concepts de la comptabilité nationale aux sociétés anciennes, les objections au choix comme cadre d'analyse d'une « économie nationale » qui n'existe pas encore, la question de l'identification des acteurs institutionnels et de leur « produit » ne sont pas abordés. Au total, il semblerait presque que ces appendices, censés « assurer le degré nécessaire de transparence », servent en fin de compte à faire oublier plutôt qu'à éclairer les difficultés et les enjeux d'un tel exercice.

La présentation des résultats quantitatifs ne dénote pas non plus une véritable maîtrise des ordres de grandeur, qui seuls importent pour l'analyse historique. Les chiffres très arrondis, censés exprimés un « minimum de subsistance » quasi uniforme pour tous les continents et immuable jusqu'à l'an mil, révèlent assez clairement le manque de toute base d'évaluation sérieuse. Mais d'autres chiffres, présentés au contraire avec une précision stupéfiante, ne sont pas de meilleur aloi. Prétendre mesurer avec une précision apparente de 1/10000^{ème} le revenu par tête européen en l'an 1500 constitue un exemple caractérisé de précision illusoire et abusive, totalement injustifiée puisque ces évaluations résultent d'une conjonction d'hypothèses « héroïques » et du choix largement arbitraire de coefficients de pondération. Non moins irréaliste⁴⁰ apparaît la prétention à exprimer tous les résultats en *dollars constants Geary-Khamis (PPA) de 1980* ou autre unité du même type, ce qui revient à oublier que la gamme et la nature même des biens produits – sauf peut-être le blé et le pain ? – se sont radicalement transformées au cours de ces deux millénaires.

Que retenir en fin de compte de cette œuvre majeure (plus d'une dizaine d'ouvrages) ? On reconnaîtra d'abord avec Angus Maddison que la quantification permet de clarifier et de préciser des enjeux que les analyses qualitatives maintiennent dans le flou (*fuzzy*). La référence systématique au cadre conceptuel de la comptabilité nationale est aussi de nature à

³⁹ Parfois même, le raccordement de données partielles conduit paradoxalement Maddison à retenir comme résultat final un chiffre qui sort de la « fourchette » définie par les valeurs extrêmes des estimations qu'il a citées comme références synthétiques.

⁴⁰ Surtout si on se souvient que l'*Income Comparison Project* des Nations Unies (comparaison des revenus par tête en termes de parité de pouvoir d'achat) a donné lieu à d'amples corrections au cours de ses phases successives, révélatrices de marges d'incertitude en partie irréductibles. Aujourd'hui encore, la comparaison des revenus réels *per capita* en PPA, même entre pays voisins (Europe occidentale), a donné lieu à d'étonnantes divergences et à de très amples corrections d'évaluation à la suivante. A-t-on le droit d'oublier l'incertitude sur la base de référence elle-même, lorsqu'on opère des calculs de rétropolation qui prétendent remonter jusqu'à l'an 1000 ou au-delà ?

garantir, à défaut de certitude absolue, la cohérence entre l'ensemble des évaluations retenues. En revanche, il faut regretter que l'extension déraisonnable du champ d'analyse ait contribué à détourner la recherche de questions cruciales, portant sur des périodes relativement proches, pour lesquelles on aurait pu espérer des avancées significatives. La question des inégalités internationales de revenu par tête au seuil de l'industrialisation moderne (vers le milieu du XVIII^e siècle) a donné lieu à des estimations fortement divergentes : écarts encore très restreints à ce moment (et pas nécessairement en faveur de l'Europe) selon Paul Bairoch, supériorité occidentale au contraire déjà très marquée selon Angus Maddison. Pourtant, cette divergence n'a pas donné lieu à un débat approfondi, son origine reste mal élucidée et la question ne saurait être considérée comme tranchée.

Au contraire, la faiblesse des taux de croissance à très long terme (bien moins de 0,1% par an pour la population comme pour le revenu par tête) jusqu'au seuil de l'industrialisation peut être tenue désormais pour un fait solidement établi. Autrement dit, selon les termes d'Emmanuel Le Roy Ladurie, chaque génération avait (presque) autant de chances de régresser (économiquement) que de progresser par rapport à la génération précédente – et il faut voir là une opposition décisive avec l'ère de la croissance économique à long terme engagée il y a un peu plus de deux siècles.

Pourquoi dès lors ne pas choisir le XVIII^e siècle, à la jonction précisément de l'*histoire immobile* et de la Croissance Économique Moderne, comme nouveau champ privilégié de l'histoire quantitative, où la coopération entre historiens et économistes serait reconnue comme un impératif absolu ?

Le XVIII^e siècle, « front pionnier » de l'histoire quantitative ?

L'intérêt porté au XVIII^e siècle se justifie clairement d'abord par la place que tient ce siècle dans l'histoire économique européenne et mondiale, avec le déclenchement de la première révolution industrielle. Si les faits essentiels et la percée technique intervenue en Angleterre vers 1770 peuvent être considérés comme bien connus, le débat sur les origines de cette mutation décisive est loin d'être clos. Pourquoi cette antériorité anglaise, et quel fut le rôle respectif des facteurs de demande (le stimulant d'une demande croissante et en voie de diversification) et des facteurs d'offre (innovations techniques, mais aussi, dans une perspective de long terme, progrès éducatif et avancées scientifiques) ? La thèse de Paul Bairoch, insistant sur le rôle déterminant d'une « révolution agricole » antérieure à la révolution industrielle, à travers l'élévation du niveau de vie moyen et l'accroissement plus

que proportionnel de la demande de produits manufacturés, a suscité un feu roulant de critiques (notamment de la part des historiens français), mais aucune réfutation convaincante. Bien au contraire : elle apparaît largement confirmée dans le cas de l'Angleterre⁴¹, grâce aux travaux d'histoire quantitative centrés sur les variables globales réellement pertinentes (mouvement de la population, prix et salaires réels, production estimée), qui ont permis d'établir une périodisation solide des phases contrastées de la croissance de l'économie anglaise au cours du XVIII^e siècle et des interactions conduisant à la rupture définitive des cycles malthusiens. Des travaux demeurés jusqu'à maintenant sans équivalent pour l'économie française de l'Ancien Régime à la Révolution...

Le XVIII^e siècle apparaît également comme une période charnière du point de vue institutionnel. L'héritage « féodal » est en grande partie (mais en partie seulement) effacé dès avant 1789. Le processus de monétarisation se poursuit. La référence à une *économie nationale*, choisie comme cadre pour l'établissement d'une *comptabilité nationale*, serait certainement anachronique pour les siècles antérieurs ; pour le XVIII^e siècle, ce choix est plus défendable, compte tenu de l'intensification des échanges (intérieurs et internationaux) et de la tendance à l'unification des marchés et à la convergence entre les niveaux de prix régionaux dont on perçoit les premiers signes. Mais les inégalités régionales restent considérables, et surtout les effets d'entraînements intersectoriels continuent à jouer bien plus intensément au sein d'une même région. En un sens, le cadre régional serait plus adapté à une économie encore très cloisonnée.

L'état des sources statistiques reflète cette situation intermédiaire. Les séries disponibles sont bien plus nombreuses et variées que pour les siècles précédents, comme en témoigne le recueil publié en 1985 par Jean-Yves Grenier, *Séries économiques françaises (XVI^e – XVIII^e siècles)* aux Éditions de l'EHESS. Faut-il considérer pour autant le XVIII^e siècle comme une terre d'élection pour l'histoire sérielle telle que la pratiquent les historiens ? L'intérêt de ce matériau statistique est malheureusement très affaibli par la portée limitée de la grande majorité de ces séries : portée souvent limitée dans le temps, et presque toujours limitée dans l'espace (un marché local, un village, quelquefois même une exploitation), sans aucune garantie (ni même présomption favorable) quant à leur représentativité. Si l'on tente

⁴¹ Comme nous avons essayé de le confirmer sur la base notamment des hypothèses et résultats de E. Wrigley et R. Schofield, *The Population History of England, 1541-1971*, Cambridge, 1989, et N. Crafts, *British Economic Growth During the Industrial Revolution*, Oxford, 1985. Cf. nos contributions, « La rupture des cycles malthusiens. Démographie, révolution agricole et industrialisation en Angleterre au XVIII^e siècle », in *Migrations, cycle de vie familial et marché du travail* (sous la dir. de D. Barjot et O. Faron), Paris 2002, et en commun avec Christian Morrisson, « Les origines de la croissance économique moderne : éducation et démographie en Angleterre (1650-1750) », *Histoire, économies et sociétés*, n° 2, 2005.

de classer les séries disponibles selon leur objet, leur répartition apparaît très déséquilibrée : 641 séries de prix, pas moins de 782 portant sur les échanges (intérieurs et extérieurs), mais seulement 92 séries portant sur les salaires (ruraux et urbains) et seulement 26 relatives à la production et aux rendements céréaliers (composante majeure du produit agricole et du produit national au moins jusqu'au XIX^e siècle). Très rares sont les estimations visant à dégager les tendances de fond au niveau national (ou même régional), avec un impressionnant hiatus chronologique entre les séries provenant des deux mémoires d'Avenel repris par Émile Levasseur en 1893 (*Les prix. Aperçu de l'histoire économique de la valeur et du revenu de la terre en France*) et les estimations des superficies, de la production et des rendements agricoles établies presque un siècle plus tard par Jean-Claude Toutain (« Le produit de l'agriculture française de 1700 à 1958. I Estimation du produit au XVIII^e siècle », *Cahiers de l'ISÉA*, 115, juillet 1961), estimations d'ailleurs systématiquement contestées (ou ignorées) par la majorité des historiens.

Faut-il considérer l'ouvrage *Séries économiques françaises*, recueil volumineux mais qui exclut délibérément toute appréciation critique et toute hiérarchisation des données selon leur importance, comme un travail exemplaire d'histoire sérielle ? Présenté comme « un splendide trésor de données numériques »⁴², il ne semble pas avoir eu d'influence notable ni sur une synthèse comme *L'économie française au XVIII^e siècle* (1993) de Paul Butel (les *Séries économiques françaises*, publiées quelques années plus tôt, ne figurent même pas dans la bibliographie), ni sur les travaux plus ambitieux d'économétrie historique⁴³. À défaut d'un indice du *revenu réel par tête* (de préférence fondé sur un déflateur adapté au XVIII^e siècle, plutôt qu'exprimé en *dollars 1980 de Geary-Khamis* !), le suivi du *salairé en blé* aurait pu constituer un indicateur réaliste. Dans le cas de l'Angleterre, on trouve chez Malthus à la fois la référence à ce concept simple (pouvoir d'achat du salaire en blé) et une reconstitution historique de son évolution à long terme, qui a été remarquablement confirmée – du moins quant aux ordres de grandeur – par les recherches contemporaines ; de sorte que les retournements de tendance au cours du XVIII^e siècle peuvent servir de base pour l'économie anglaise à une périodisation significative. Pareille reconstitution est-elle impossible dans le cas de la France ? L'utilisateur des *Séries économiques françaises*, à cet égard, va de surprise en désillusion : satisfaction de trouver une série (parmi d'autres de portée bien plus limitée)

⁴² Préface de Jean-Claude Perrot, *op. cit.*

⁴³ Par exemple, G. Grantham, "Agricultural supply during the industrial revolution. French evidence and European implications", *Journal of Economic History*, 1989. On peut d'ailleurs s'interroger sur la possibilité de parvenir à une évaluation significative de la *productivité globale des facteurs* dans l'agriculture française au XVIII^e siècle, fondée sur l'évolution de la rente, alors que les données les plus fondamentales (produit agricole, revenus salariaux) restent mal connues.

retraçant l'évolution du salaire en blé⁴⁴ du travail non qualifié à Paris sur l'ensemble du XVIII^e siècle par période de 5 ans ; surprise de trouver comme indication de la source *La Comédie Française au XVIII^e siècle* (1967) de Claude Alasseur ; désillusion cuisante en apprenant (lorsqu'on se reporte à l'ouvrage cité) qu'il s'agit d'une simple transposition d'un tableau établi par Jean Fourastié, se fondant lui-même sur de très anciennes et fragiles estimations et interpolations linéaires dues à Ernest Labrousse.

Au-delà du constat anecdotique de ces errements, notre première conclusion est que l'histoire de l'économie française au XVIII^e siècle devrait se recentrer prioritairement sur les questions primordiales : que sait-on au juste sur l'évolution du revenu national et de ses principales composantes (produit agricole, produit manufacturier) ? la croissance séculaire du revenu national peut-elle être tenue pour un fait acquis ? le niveau de vie des Français a-t-il progressé jusqu'à la Révolution ? Or il existe bel et bien, à défaut de pouvoir mesurer directement le volume de la production et le mouvement des revenus, des éléments concordants de réponse à ces questions. On citera d'abord l'étude originale de Christian Morrisson, Jean-Noël Barrandon et Cécile Morrisson, *Or du Brésil, monnaie et croissance économique en France au XVIII^e siècle*, rare exemple de coopération interdisciplinaire, qui parvient, sur la base d'une reconstitution des variations de la masse monétaire et d'hypothèses plausibles sur la vitesse de circulation de la monnaie et sur la répartition sectorielle du produit national, à une estimation raisonnablement précise de la croissance du produit national (à un taux moyen de 0,7% par an de 1715 à 1789), du produit agricole et du produit industriel – des résultats macro-économiques suffisamment convaincants pour entraîner le « ralliement » d'Emmanuel Le Roy Ladurie à une estimation de la croissance agricole⁴⁵ étonnamment proche des chiffres originels si fortement critiqués qu'avait avancés Jean-Claude Toutain en 1961. En second lieu, on doit retenir, plus classiquement, les travaux portant sur l'évolution des patrimoines à partir des inventaires successoraux ; les résultats se prêtent mal à une périodisation détaillée, mais font ressortir une indiscutable progression des niveaux de vie, à travers de multiples signes d'une plus grande aisance et en particulier la diffusion de biens nouveaux à différents échelons des hiérarchies sociales. Enfin, la vision globale du XVIII^e doit prendre appui sur les avancées de l'histoire démographique, où la quantification est loin de se heurter à des obstacles aussi redoutables que pour la reconstitution des variables macro-économiques. On savait depuis longtemps (Jean Meuvret, « Les crises démographiques et la

⁴⁴ Série 986, figurant sous un intitulé à première vue déconcertant : *Prix du blé en salaire horaire du manœuvre parisien* ; cette anomalie s'éclaire par la référence à Fourastié. À noter aussi que cette série est curieusement disjointe des séries de salaires réels présentées dans une section précédente.

⁴⁵ Environ 0,5 % par an, ce qui implique une (très) légère progression séculaire du produit agricole par tête.

démographie de la France d'Ancien Régime », *Population*, octobre 1946) que les famines tendent à devenir bien moins dramatiques après le terrible hiver 1709, qu'elles font place progressivement à des disettes moins meurtrières et que la « crise des subsistances » préévolutionnaire n'a plus qu'un impact démographique très atténué. Les travaux plus récents de démographie historique permettent de retracer avec précision la croissance très soutenue de la population française au cours du XVIII^e siècle (avec un simple temps d'arrêt vers les années 1740) ; en France comme en Angleterre, les « freins malthusiens » ont donc cessé d'opérer, et le rythme de croissance démographique est globalement assez proche dans les deux pays sur l'ensemble du siècle (mais avec une accélération moins marquée en France qu'en Angleterre vers les années 1770). L'amélioration de l'espérance de vie – dont l'évolution est certainement corrélée à celle des niveaux de vie, dans des sociétés où la majorité de la population reste très près du minimum de subsistance, et en l'absence de progrès médical décisif – est également de nature à écarter toute vision exagérément pessimiste de l'évolution économique (comme dans l'œuvre de Labrousse). La progression demeure cependant limitée et heurtée à la fois, variable selon les régions et, bien entendu, selon les classes sociales.

Est-il possible d'aller au-delà de ce constat encore très global, et de cerner les évolutions, certainement très contrastées, intervenues au cours du XVIII^e siècle, autrement dit de parvenir à une *périodisation* significative ? Ce sont les approches anthropométriques qui apparaissent aujourd'hui les plus prometteuses. Leur origine remonte au début du XIX^e siècle, avec les observations du docteur Villermé mettant en relation la taille moyenne des conscrits et la « prospérité » agricole de leur région d'origine. Un siècle et demi plus tard, un travail pionnier d'E. Le Roy Ladurie (1969) établissait l'existence d'une corrélation systématique au XIX^e siècle entre la stature moyenne des conscrits et leur niveau éducatif ou leur origine sociale plus ou moins aisée. Pourtant, « l'histoire anthropométrique de la France d'Ancien Régime [restait au seuil du XXI^e siècle] un territoire totalement inexploré », selon le constat du spécialiste de l'université de Munich John Komlos. Il n'en est plus de même désormais, grâce à l'exploitation d'un échantillon, tout à fait exceptionnel en Europe, de près de 40 000 observations sur la taille des soldats recrutés entre 1671 et 1786 pour servir dans les armées de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI (John Komlos, « Histoire anthropométrique de la France de l'Ancien Régime », *Histoire, économie et société*, 22, octobre 2003 ; Laurent Heyberger, *L'histoire anthropométrique*, 2011). Leur analyse fait apparaître de très significatives corrélations entre les variations de la stature moyenne et les conditions climatiques des années précédentes ou encore les variations du prix du blé – une corrélation

inverse dont l'interprétation nous intéresse très directement : car ce sont les privations nutritionnelles subies dans la petite enfance et l'adolescence en période de difficultés agricoles (se traduisant par une montée en flèche du prix des céréales, selon une relation bien établie de longue date par les historiens de l'Ancien Régime) qui provoquent une baisse de la stature moyenne parfois impressionnante⁴⁶ ; et inversement en cas de croissance de la production et de la productivité agricole. La solidité de cette relation est confirmée par une corrélation non moins évidente entre taille moyenne et position dans la hiérarchie des revenus, ou entre taille moyenne et position dans les hiérarchies régionales de productivité. Ce qui justifie la désignation de la stature moyenne, par les tenants de l'histoire anthropométrique, comme l'expression du *niveau de vie biologique* – et du même coup, s'agissant de sociétés à faible revenu, où les dépenses alimentaires pèsent très lourdement dans les budgets populaires, comme indicateur du niveau de vie dans son ensemble.

Graphique 6 : Stature moyenne des soldats français recrutés à 20 ans, 1700-1780



Les variations dans le temps de la stature moyenne (masculine) mises en évidence par le graphique peuvent être considérées comme l'expression (ou du moins comme *proxy*) de la croissance ou de la régression du revenu par tête, et des retournements de tendance survenus au cours du XVIII^e siècle. En dépit de multiples difficultés d'interprétation, la tendance globale ascendante ressort clairement du graphique (à rebours de toute une tradition historique

⁴⁶ À la suite des années noires de la fin du règne de Louis XIV, la taille moyenne des soldats recrutés vers 1700-1720 est tombée à moins de 162cm, « une stature que l'on n'a plus jamais enregistrée depuis » selon J. Komlos.

qui insistait unilatéralement sur les phases de paupérisation). Plusieurs réserves doivent néanmoins être formulées : la taille moyenne des adultes reste durant tout le siècle remarquablement faible au regard de l'évolution ultérieure ; la remontée initiale correspond dans un premier temps à un simple rattrapage des niveaux atteints vers 1680 ; la progression, loin d'être linéaire, s'interrompt d'abord temporairement vers 1740, puis bien plus durablement dans la seconde moitié du siècle (affectant déjà les cohortes nées vers 1750). La « crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime », dont se nourrissait le pessimisme de Labrousse, n'est donc pas une vue de l'esprit. Son intensité ne doit être ni minimisée, ni exagérée (on reste très loin d'une « rechute » au niveau du début du siècle). La « crise » n'est d'ailleurs nullement propre à la France, puisque l'on constate un retournement analogue et quasi simultanément dans l'ensemble des pays d'Europe pour lesquels il existe des données comparables. Ce qui constitue à la fois une indication favorable quant à la robustesse des analyses, et aussi une incitation à s'interroger sur l'importance des facteurs climatiques pour des sociétés à forte dominante agricole et encore très vulnérables.

Conclusion

Je retiendrai quatre conclusions que je souhaite soumettre à la discussion, et que je formulerai sans effort pour « arrondir les angles ».

1°) L'histoire sérielle et l'histoire quantitative relèvent de deux démarches nettement distinctes. L'histoire sérielle accueille une très grande diversité de séries économiques ou non, courtes ou longues (englobant, il est vrai, à l'occasion des séries macro-économiques). L'histoire quantitative se caractérise par l'importance centrale attribuée au revenu national et à ses composantes et par l'adoption systématique du cadre de la comptabilité nationale (d'où sa présence dans le présent colloque). La construction des données chiffrées n'est pas nécessairement une fin en soi, mais elle doit être considérée comme un préalable essentiel à l'analyse des mécanismes et enjeux économiques.

2°) Le sort de l'histoire quantitative dépend de l'accueil qui lui est réservé (la science, c'est ce que font les scientifiques, disait Schumpeter). Le clivage entre historiens et économistes historiens s'est révélé particulièrement marqué dans le cas de la France. L'émulation qui a pu en résulter initialement, les revirements ultérieurs des « modes » scientifiques ne doivent pas faire illusion. En fait, le constat macro-économique de base s'est toujours effacé, pour la grande majorité des historiens (français), derrière d'autres priorités : la description qualitative des processus de décision, l'élargissement continu du champ d'analyse historique et la recherche (à tout prix ?) d'approches innovantes...

3°) Faire état d'un « échec » de l'histoire quantitative en France, que ce soit en termes brutaux ou en termes feutrés, est un jugement plein d'ambiguïté. Si échec il y a, il consiste non dans l'insignifiance des résultats, ni dans l'existence d'évaluations divergentes, mais dans la renonciation à en élucider l'origine. La solution de repli qui consiste à juxtaposer des évaluations discordantes revient en fait à dénier toute importance pour l'analyse historique à l'établissement de chiffres justes. Identifier les écarts les plus marquants et leur consacrer un effort d'investigations proportionné à leur importance (pour comprendre au moins l'origine des divergences, et les surmonter si possible) doit constituer une priorité de la recherche, au moins autant que l'exploration de voies nouvelles micro-économiques.

4°) L'histoire quantitative fonde son identité sur la référence au cadre conceptuel de la comptabilité nationale, gage de cohérence. À cet égard, on peut juger déraisonnable son extension au monde de l'an 1, où il n'existe à proprement parler ni économies nationales, ni le plus souvent aucune base sérieuse d'évaluation monétaire. Reste pourtant, même si l'on écarte toute prétention à l'universalité, un champ historique de plusieurs siècles, au sein duquel la démarche de l'histoire quantitative est appelée à se modifier radicalement en fonction des sources disponibles et de l'adaptation des concepts aux réalités historiques. Il est clair que, plus on s'éloigne du présent, plus la coopération entre historiens et économistes historiens devient impérative, et plus les perspectives de nouvelles avancées font appel à la créativité des uns et des autres.

